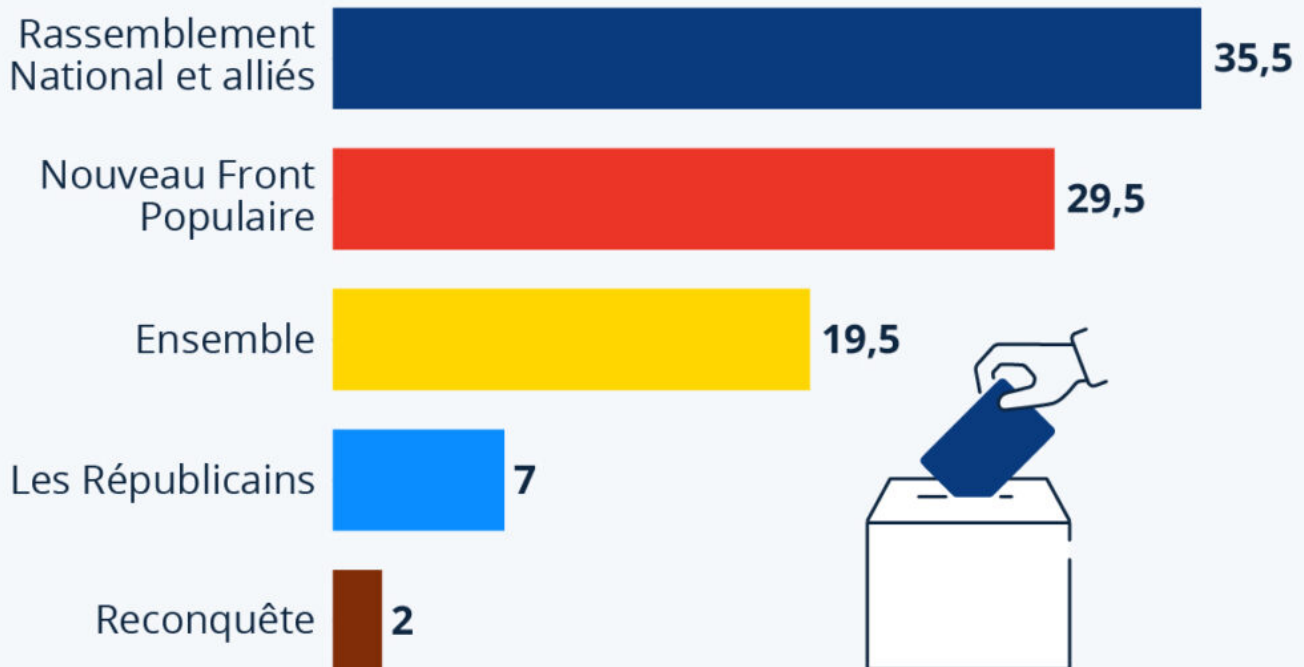


Ecrit par le 23 juillet 2024

Législatives : que disent les sondages ?

Élections législatives : que disent les sondages ?

Intentions de vote au premier tour des élections
législatives, en %



Base : 2 000 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales et certains d'aller voter, interrogés du 19 au 20 juin 2024.

Sources : Ipsos pour Le Parisien et Radio France



statista 

Le premier tour des élections législatives anticipées aura lieu ce dimanche 30 juin. À moins d'une

Ecrit par le 23 juillet 2024

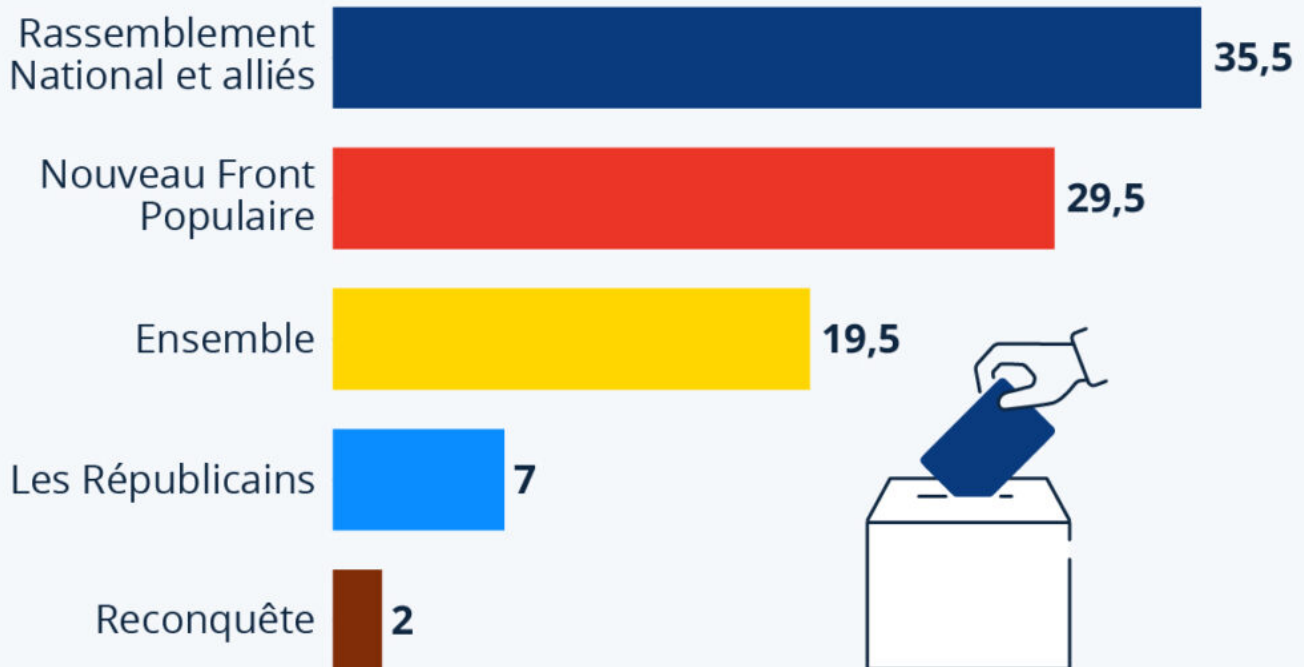
semaine du scrutin, le Rassemblement National caracole toujours en tête : d'après [le plus récent sondage Ipsos pour Le Parisien et Radio France](#), le RN et leurs alliés sont actuellement crédités de 35,5 % des intentions de vote (31,5 % pour les candidats du Rassemblement National, et 4 % pour les candidats des Républicains soutenus par le Rassemblement National). La gauche, réunie sous la bannière Nouveau Front Populaire, arrive en seconde position, avec 29,5 % des intentions de vote, dix points de pourcentage devant la majorité présidentielle Ensemble, créditée de 19,5 % des intentions de vote.

Si le RN et ses alliés reçoivent 35,5 % des voix à l'issue des élections, ils obtiendraient alors une large majorité relative à l'Assemblée nationale, mais pas de majorité absolue. Le week-end dernier, le président du RN, Jordan Bardella, a annoncé qu'il n'accepterait une nomination au poste de Premier ministre que si son parti disposait d'une majorité absolue à l'Assemblée, sans laquelle il lui serait difficile de mettre en place son programme.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Élections législatives : que disent les sondages ?

Intentions de vote au premier tour des élections
législatives, en %



Base : 2 000 adultes (18 ans et plus) inscrits sur les listes électorales et certains d'aller voter, interrogés du 19 au 20 juin 2024.

Sources : Ipsos pour Le Parisien et Radio France



statista 

Assemblée nationale : quel visage à l'issue des élections ?

Par ailleurs, d'après les derniers sondages, ce pari de la dissolution par le président de la République pourrait s'avérer perdant, puisque tous les sondages donnent actuellement le Rassemblement national en tête, suivi de la gauche, rassemblée sous la bannière Nouveau Front Populaire. Le groupe de la majorité présidentielle, Ensemble, est actuellement crédité d'un peu moins de 20 % des intentions de vote.

Écrit par le 23 juillet 2024

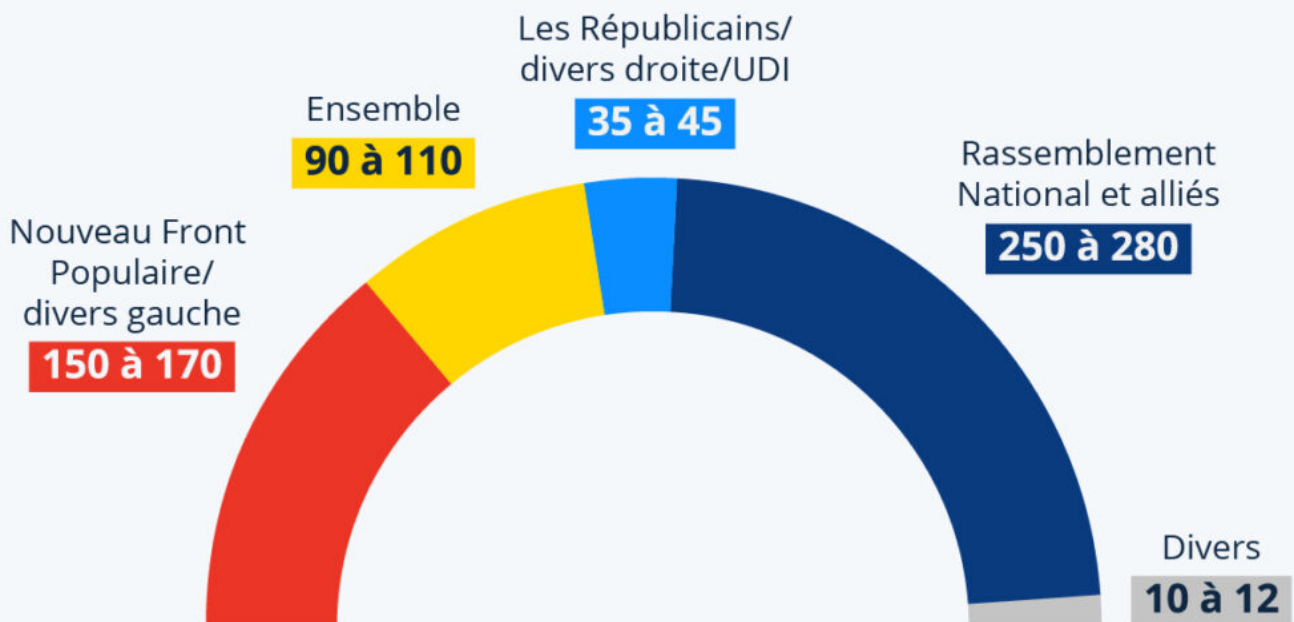
Comme le montre cette infographie, basée sur les résultats d'[un récent sondage pour BFMTV et La Tribune Dimanche](#), si ces projections s'avèrent correctes, le Rassemblement national et leurs alliés disposeraient d'une large majorité relative, mais n'atteindraient cependant pas la majorité absolue : ils pourraient envoyer entre 250 et 280 députés à l'Assemblée. Le groupe Nouveau Front Populaire, qui inclut des candidats issus de LFI, du PS, du PS, des Écologistes ainsi que de divers groupes de gauche, devrait compter entre 150 et 170 députés, ce qui en ferait le second groupe le plus important dans la nouvelle législature. Quant au groupe Ensemble, il devrait compter 90 et 110 députés. Finalement, le groupe des candidats Les Républicains (hors alliance RN), UDI et divers droite pourrait représenter entre 35 et 45 sièges à l'Assemblée.

[Valentine Fourreau](#) pour [Statista](#)

Écrit par le 23 juillet 2024

Assemblée nationale : majorité relative pour le RN ?

Projection (en sièges) de la composition de l'Assemblée nationale après les élections législatives de 2024



Basé sur un sondage mené en ligne auprès de 2 002 adultes (18 ans et plus), dont 1 870 inscrits sur les listes électorales, du 19 au 21 juin 2024.

Sources : Elabe pour BFMTV et La Tribune Dimanche



statista

Ecrit par le 23 juillet 2024

Notariat : Deux tiers des Français associent la propriété à une liberté plutôt qu'à des contraintes



La propriété est traditionnellement conçue comme l'un des piliers du droit français, un droit à valeur constitutionnelle. Depuis plusieurs années se développent de nouveaux modèles économiques de plus en plus tournés vers l'usage des biens et détachés de la propriété, tels que le proposent les plateformes collaboratives, les plateformes pour les vidéos ou la musique, le leasing automobile... Ce sont des modèles économiques liés à l'usage, principe lui-même profondément ancré dans le droit français. En effet, le droit propose depuis longtemps diverses techniques permettant de dissocier usage et propriété : location, usufruit, emphytéose et plus récemment, le droit de « jouissance spéciale » comme le bail réel solidaire.

A l'occasion du Colloque « De la propriété à l'usage » organisé par l'Institut d'Etude Juridique du [Conseil supérieur du notariat](#), les notaires de France ont initié un sondage réalisé par l'Ifop*, afin de mesurer

Ecrit par le 23 juillet 2024

l'appétence des Français pour la propriété, notamment dans un contexte de perturbation du marché immobilier.

Les principaux résultats présentés par Jérôme Fourquet, Directeur du département Opinion et Stratégies d'Entreprise de l'Ifop, indiquent ainsi que :

- En règle générale, 46 % des Français estiment qu'il est important d'être propriétaire de ses biens, un chiffre plus important chez les hommes, 56%, que chez les femmes, 38%.
- Mais questionnés sur l'achat où la location en cas d'utilisation occasionnelle d'un objet (gros outils par exemple), 71 % des Français déclarent préférer en être propriétaire que de louer.
- Une propriété synonyme de sécurité pour 73 % des Français.

Une préférence pour la propriété vis-à-vis du logement :

- Confirmant les tendances déjà enregistrées par les notaires et malgré un contexte où l'accès à la propriété immobilière se renchérit, 59% français considèrent toujours qu'il est plus intéressant économiquement d'être propriétaire.
- C'est un objectif pour 59 % des Français actuellement locataires qui souhaitent être propriétaires avant leur retraite.
- Une propriété que 65 % des Français associent à une liberté plutôt qu'une contrainte.

L'ensemble du sondage est disponible ici : [Les Français et la propriété : représentations, habitudes et envies](#)

**Enquête menée du 17 au 18 janvier 2024 auprès d'un échantillon de 1 008 personnes représentatif de la population française âgée de 18ans et +, méthode des quotas.*

A Propos du Conseil supérieur du notariat

Seul organe de la profession habilité à s'exprimer au nom de tous les notaires de France, le Conseil supérieur du notariat (CSN) est un établissement d'utilité publique. Clef de voûte de l'institution notariale, il représente la profession auprès des pouvoirs publics, détermine sa politique générale, contribue à son évolution et fournit des services collectifs aux notaires. Dans ses relations avec les pouvoirs publics, le CSN participe à la réflexion sur les évolutions du droit et donne son avis sur les projets de loi ou les textes réglementaires en préparation. Le CSN comprend 120 collaborateurs au service de la profession notariale.

Véloroutes du Vaucluse : le Département veut

Ecrit par le 23 juillet 2024

votre avis



152. C'est le nombre de kilomètres de véloroute que comptabilise le département de Vaucluse. Depuis plusieurs années, l'aménagement de ces voies cyclables est une priorité. L'objectif étant d'accroître la fréquentation quotidienne mais aussi touristique de la ViaRhôna, la Via Venaissia et la véloroute du Calavon.

Ainsi, le [Département](#) souhaite recueillir les avis des cyclistes ou adeptes des mobilités douces qui empruntent ces voies vertes afin de mieux répondre à leurs besoins. Pour ce faire, il a développé un questionnaire avec son agence de développement [Vaucluse Provence Attractivité](#), que les usagers peuvent remplir jusqu'au dimanche 14 avril, jour de la Grande Fête des véloroutes.

Pour accéder au questionnaire, [cliquez ici](#).

V.A.

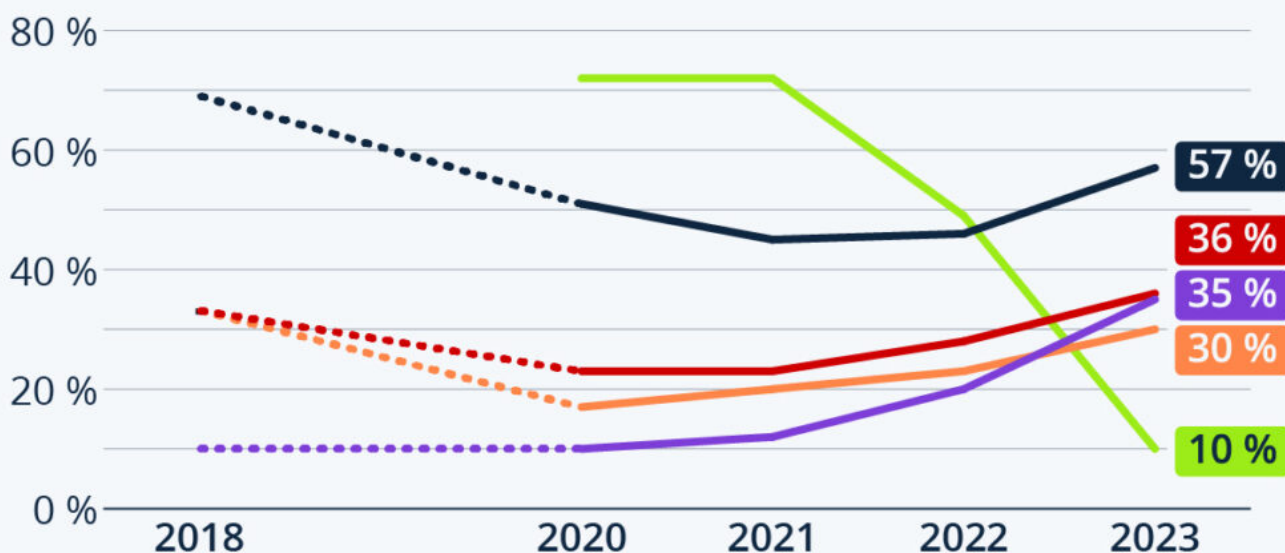
Quelles sont les principales préoccupations des Français en matière de santé ?

Ecrit par le 23 juillet 2024

Les principales préoccupations de santé des Français

Part des répondants pour qui les maladies/troubles suivants constituent le principal problème de santé en France

— Cancer — Coronavirus * — Obésité — Santé mentale — Stress



* ajouté en 2020.

Base : environ 1 000 adultes (18-74 ans) interrogés par année.

Source : Ipsos Global Health Service Monitor 2023



statista

Selon une [enquête Ipsos](#) réalisée en 2023, si le cancer reste la principale préoccupation des Français en matière de santé, plus d'un tiers des personnes interrogées ont désigné la santé mentale ou le stress comme problème de santé le plus important en France. Si cela représente un niveau relativement constant pour le stress, le nombre de personne ayant désigné la santé mentale comme préoccupation principale a fortement augmenté ces dernières années, passant de 10 % en 2018-2020, à 12 % en 2021,

Ecrit par le 23 juillet 2024

puis 20 % en 2022.

Comme le montre notre graphique, 57 % des personnes interrogées en France cette année ont déclaré qu'elles pensaient que le cancer était le principal problème de santé auquel les habitants du pays étaient confrontés, contre 46 % en 2022, dépassant maintenant très largement le coronavirus. Alors que ce dernier était considéré comme le principal problème de santé par près de trois quarts des personnes interrogées en France lors des deux premières années de la pandémie, la perception du danger que représente le virus a aujourd'hui dramatiquement diminué : seulement 10 % des personnes interrogées considèrent qu'il s'agit du problème de santé le plus important, loin derrière l'obésité (30 %).

Selon les données de l'enquête, les préoccupations par rapport à la santé mentale sont actuellement plutôt élevées dans le monde. Dans les 31 pays interrogés par Ipsos dans le cadre du Global Health Service Monitor, 44 % des personnes en moyenne ont déclaré que la santé mentale était le principal problème de santé dans leur pays. Viennent ensuite le cancer (40 %), le stress (30 %), l'obésité (25 %) et la toxicomanie (22 %).

La Suède et le Chili se distinguent par des niveaux d'inquiétude particulièrement élevés en matière de santé mentale en 2023 (respectivement 67 % et 66 %). Par ailleurs, le cancer est le problème de santé le plus cité en Inde (59 %), l'obésité au Mexique (62 %) et le stress en Corée du Sud (44 %).

Valentine Fourreau pour [Statista](#)

55% des Français passeront leur été dans l'Hexagone plutôt qu'à l'étranger

Ecrit par le 23 juillet 2024



Alors les vacances scolaires débiteront en fin de semaine, où partiront les Français cet été ? L'inflation perturbe-t-elle leurs projets de vacances ? La destination principale sera l'hexagone ou l'étranger ? Quelles sont leurs sources d'inspiration pour cet été ? Avec l'inflation galopante, 58% des Français partiront en vacances selon le sondage réalisé par Yougov-[Readly](#). La Provence et le Vaucluse figurent en 3^e position des destinations estivales souhaitées.

Alors que l'inflation s'envole et s'étend à presque l'ensemble de biens de consommation, 58% des Français ne sont pas prêts à sacrifier leurs vacances cet été 2023.

Sur 8043 répondants dans 8 pays, la priorité pour les vacanciers sera de profiter des paysages locaux pour 46% des sondés. En effet, un peu plus de la moitié (55%) des Français profiteront des richesses locales et privilégieront l'Hexagone contre 23% à l'étranger. Si les Français prévoient de rester davantage dans le pays, les Néerlandais (56%), les Allemands (44%) et les Anglais (42%) comptent quant à eux partir à l'étranger.

Pour les Français les vacances d'été doivent être synonymes (par priorité) de :

- 1- Détente pour 59% d'entre-eux
- 2- Curiosité, ils aiment explorer pour 45%
- 3- Actif, l'idée n'étant pas de rester assis pour 27%
- 4- D'être informé, voulant en savoir le plus à propos de la destination pour 25%

Ecrit par le 23 juillet 2024

5- Durable, je prévois des solutions vertes pour les vacances pour 11%, 3% de + que la moyenne globale.

Si 20% des sondés Français comptent ne pas prendre de congés pendant cet été 12% des Français en poste comptent travailler depuis l'étranger quelques semaines pour changer d'air.

Inspirations pour un été local

Si la plupart des Français comptent partir en France cet été, ils se sont inspirés à la fois de bouche à oreille auprès de leurs amis et famille et de recherches sur Internet pour 47% des Français (pour ces deux critères). 31% sont prêts à repartir dans une destination déjà explorée et qu'ils ont appréciée. 15% s'inspirent sur les réseaux sociaux et 9% dans les magazines et journaux.

Le Top des destinations françaises les plus recherchées sur Readly pour les Français à la recherche d'inspiration, sont notamment :

- Paris
- Marseille
- Provence
- sud ouest
- Côte d'azur

L.G.

**Méthodologie : Etude menée en Mars 2023 dans 8 pays par Yougov : auprès de 8043 répondants dont 1005 en France.*

Greenwashing : les Français ne croient pas (ou plus) aux promesses des entreprises

Ecrit par le 23 juillet 2024



« Zéro carbone », « climatiquement neutre », « 100 % compensé » ... À l'heure où les consommateurs accordent de plus en plus d'importance aux étiquetages et à l'origine des produits, les entreprises sont sommées de s'engager, et d'assumer leur rôle sociétal. Si certaines s'efforcent de bonne foi de jouer le jeu, d'autres, succombent à la tentation du greenwashing.

Dans ce contexte de surenchère verte et de multiplication des déclarations d'intention, [Goodvest](#), la première assurance-vie compatible avec l'accord de Paris sur le climat, a réalisé, en partenariat avec Poll&Roll, un sondage destiné à évaluer les perceptions des Français à l'égard du greenwashing. D'après cette étude, l'immense majorité d'entre eux estiment que les entreprises ont tendance à induire les consommateurs en erreur lorsqu'elles communiquent sur leurs engagements environnementaux. Preuve que les limites du greenwashing n'ont pas encore été intégrées par tous les faiseurs de discours publicitaires.

Plus de 7 Français sur 10 expriment leur méfiance envers les entreprises dites « engagées »

Ici, une multinationale alimentaire « s'engage » dans la chasse au carbone ; là, des cosmétiques affichent des « ingrédients naturels » ; ailleurs, des packagings empilent photos d'arbres et images d'éoliennes. À une époque où l'environnement se hisse parmi les principales préoccupations des populations, les marques s'emploient à montrer patte verte. Peut-être en vain : selon l'étude Goodvest, 75 % des Français se disent méfiants à l'égard des promesses écologiques des entreprises. 70 % déclarent même qu'elles ne

Ecrit par le 23 juillet 2024

les incitent aucunement à se tourner vers leurs offres de produits et services.

Dans le détail, sur le millier de sondés, seuls 16 % estiment que les promesses environnementales relèvent d'un véritable engagement. 25 % les jugent opportunistes tandis que 50 % les considèrent comme des éléments de marketing destinés à soigner son image. Enfin, 9 % les perçoivent purement et simplement comme de la publicité mensongère.

Édifiants, ces chiffres s'expliquent peut-être en partie par la surenchère du greenwashing, qui décrédibilise les acteurs et lasse les consommateurs. Surtout quand elle ne s'accompagne de nulle démonstration de bonne foi. Pour 2/3 des Français (61 %), en effet, aucune entreprise n'a jamais apporté la moindre preuve concrète de son action écologique. Mieux (ou pire, c'est selon) : 28 % disent en avoir eu, mais sans pour autant avoir été convaincus.

Greenwashing : la finance, présumée coupable

Si l'incrédulité est globale, certains secteurs sont néanmoins davantage pointés du doigt. Tout en haut de la liste, la finance, qui ne recueille la confiance que de 4 % des Français. À 41 %, les sondés expriment même une forte défiance envers les promesses écoresponsables des acteurs financiers. C'est une surprise qui n'en est pas une : entre méfiance et méconnaissance, les Français ont traditionnellement un rapport compliqué à la finance. Un autre facteur d'explication est à chercher dans les manquements du secteur lui-même, souvent épinglé pour son absence de transparence, notamment en matière environnementale.

À peine moins épargnés, l'automobile et le transport, perçus par définition comme polluant, qui s'attirent la méfiance de respectivement 37 % et 31 % des personnes interrogées. La mode également, citée par 29 % des Français. Un chiffre qui atteint même 30 % chez les jeunes (18-34 ans), pourtant l'une des principales cibles du secteur de l'habillement.

Un cas plus complexe est celui de l'alimentaire. En effet, il est simultanément le secteur en qui les Français ont le plus confiance et l'un de ceux qui focalisent le plus de soupçons en matière de discours écologiques. En ce domaine comme en d'autres, l'industrie agroalimentaire est un sujet clivant. Bien que pris dans de nombreux scandales, le secteur conserve ses labels reconnus et plébiscités, dont les produits bio sont les « happy few ». En effet, le pourcentage de personnes consommant du bio au moins une fois par mois a doublé en 15 ans, passant de 37 % à 65 %. L'alimentaire est donc à la fois un marché de tous les doutes et de confiance.

Les consommateurs demandent à mieux encadrer l'affichage environnemental

Pour terminer, 72 % des Français sont convaincus de la nécessité de mieux réguler en France les promesses écologiques des entreprises. À qui confier cette mission ? 2 sondés sur 3 répondent les pouvoirs publics, la préférence allant nettement plus aux autorités françaises (40 %) qu'à l'Union européenne (21 %). Démonstration de plus, s'il le fallait, que le cadre national reste le plus efficace aux yeux des Français.

Peut-être plus surprenant au regard des autres résultats de l'étude, 30 % des personnes interrogées

Ecrit par le 23 juillet 2024

considèrent au contraire qu'il est du rôle des entreprises elles-mêmes d'assurer cette régulation. Chiffres dans le chiffre des plus intéressants : cette opinion est partagée par seulement 25 % des 18-34 ans tandis qu'elle l'est par 36 % des plus de 65 ans, soit un écart de 11 points. Des pourcentages qui peuvent participer à valider l'idée d'une jeunesse défiante vis-à-vis du monde de l'entreprise et en demande de politique.

Il n'en demeure pas moins, en matière de greenwashing, que tout repose *in fine* sur les épaules du consommateur. C'est à lui de faire le tri et de dénoncer les discours qui lui paraîtraient trompeurs. Parce qu'il restera toujours difficile, même avec les meilleures lois du monde, d'interdire à une entreprise de repeindre (abusivement) ses enseignes en vert.

Retrouvez la méthodologie et l'intégralité de l'étude en cliquant [ici](#).

La popularité de Macron en baisse

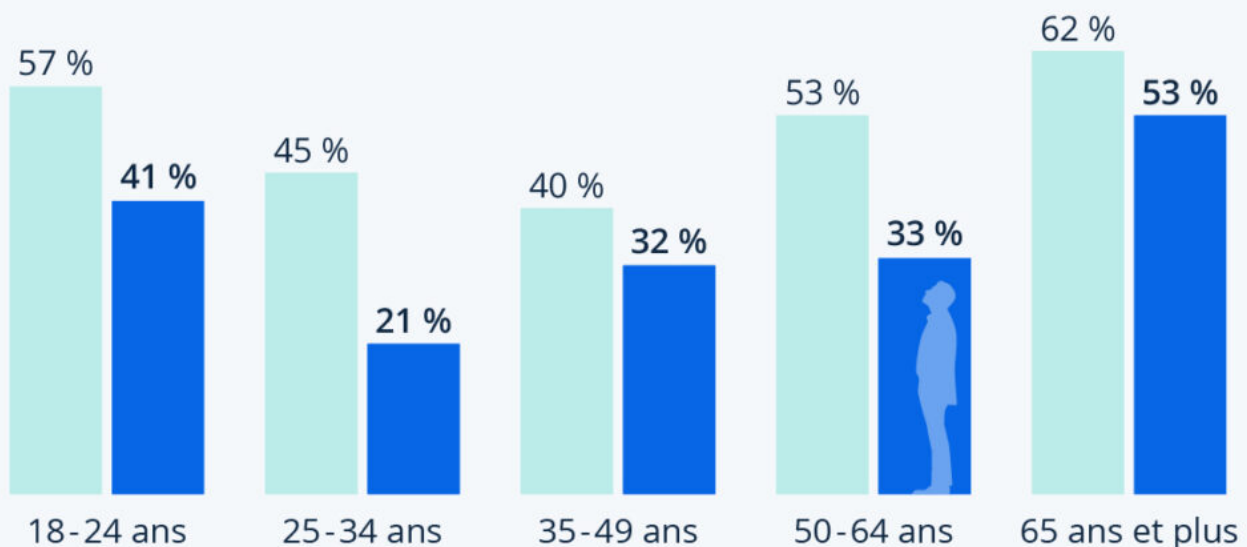
Écrit par le 23 juillet 2024

La popularité de Macron en baisse

Part des répondants favorables à Emmanuel Macron, par tranche d'âge



■ Mars 2022 ■ Mars 2023



Nombre de répondants (18 ans et plus) : 1 010.
Étude réalisée entre mars 2022 et mars 2023.

Crédit image : Wikipedia

Source : IFOP



statista

La réforme des [retraites](#) de 2023 ne semble pas avoir d'impact positif sur l'image du président de la République, au contraire. C'est ce que montre notre graphique basé sur les [données](#) de l'Institut français d'opinion publique (IFOP).

Cette statistique fournit une comparaison du taux de popularité d'Emmanuel Macron auprès des Français

Ecrit par le 23 juillet 2024

entre mars 2022 et mars 2023, selon l'âge des sondés.

La part des Français favorables à Emmanuel Macron a diminué dans toutes les tranches d'âge entre mars 2022 et mars 2023. On constate une baisse particulièrement importante chez les jeunes générations : seulement 21 % des 25-34 ans avaient une bonne opinion du président de la République au mois de mars 2023 contre 53 % des 65 ans et plus.

Chez les 50-64 ans, on constate également une chute importante : entre mars 2022 et mars 2023, la popularité du président Macron a chuté de 20 points de pourcentage.

De Claire Villiers pour [Statista](#)

Intérim : nouvel eldorado de l'emploi en France ?



Dans un contexte social chahuté, les Français voient dans l'intérim une solution à de nombreux

Ecrit par le 23 juillet 2024

maux : baisse du chômage, formation des jeunes, réinsertion, obtention plus facile d'un CDI... L'intérim, serait-il le nouvel eldorado de l'emploi ? Partnaire, acteur du travail temporaire, fait le point au travers d'une étude menée avec OpinionWay sur la perception du travail intérimaire auprès des actifs en France, ses enjeux et sa place au cœur de la problématique de l'emploi.

Après une crise sanitaire mondiale qui a tout chamboulé sur son passage, le rapport au travail connaît lui aussi un nouveau visage : précarité croissante de l'emploi, pénurie de profils dans des secteurs d'activités majeurs, jeunes et seniors dans des situations critiques de recherche d'emploi, démissions à un niveau record, mais aussi évolution de la relation au travail avec une recherche toujours plus forte d'équilibre et de flexibilité.

En août 2022, l'emploi intérimaire (contrats de travail temporaire et CDI intérimaires) représente 695 650 équivalents temps plein (ETP), soit une hausse de 1,7% par rapport à août 2021, progressant de 11 915 ETP en un an. Sur le marché, le « recrutement CDI » est à +31,3% à fin juillet. Au sein du groupe Partnaire, le chiffre est de +45,53%, soit une hausse de 45% par rapport à 2021.

L'intérim est une solution jugée légitime par les Français interrogés par Partnaire, pour soutenir les problématiques RH d'aujourd'hui. En effet, pour 86% des actifs, le travail temporaire est l'opportunité de donner une chance à tous d'être recruté et pour 63% de décrocher un CDI plus facilement. Face à une inflation grandissante, qui impacte les revenus des foyers, 81% des Français actifs disent que l'intérim est une bonne solution pour gagner plus d'argent. Pour ce qui est de l'équilibre vie personnelle, vie professionnelle, 66% pensent que ce mode d'emploi favorise un meilleur « équilibre bien-être » et pour 75% des personnes interrogées, l'intérim est un tremplin pour changer de métier. Enfin, tous les domaines dans lesquels le besoin de main-d'œuvre est fort sont jugés adaptés à l'intérim : BTP (61%), industrie (58%), logistique/distribution (57%) et hôtellerie/restauration (54%).

Ecrit par le 23 juillet 2024

■ L'intérim, une opportunité

Pour éviter le burn out /
grande démission

57%

Pour décrocher un CDI

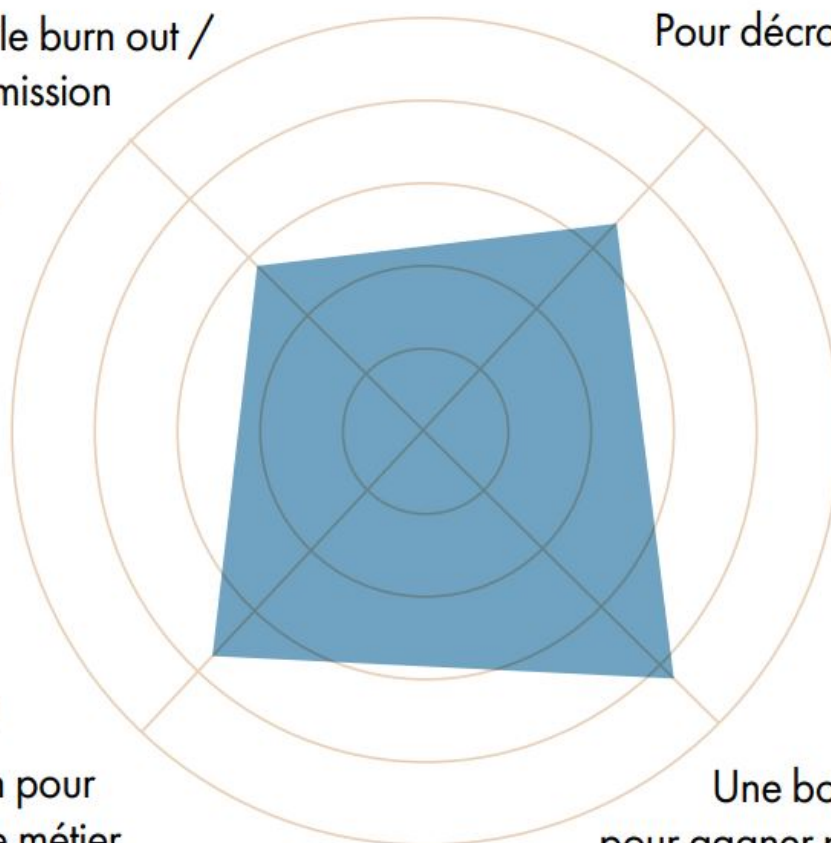
63%

75%

Un tremplin pour
changer de métier

81%

Une bonne solution
pour gagner plus d'argent



Une image positive de l'intérim...

55% des actifs interrogés ont déjà travaillé en tant qu'intérimaire (59% des hommes vs 51% des femmes). Aujourd'hui, au sein de la population active non-intérimaire, 1 personne sur 5 déclare qu'il pourrait travailler en intérim dans les prochains mois. 92% des actifs préféreraient être intérimaires plutôt qu'au chômage. Si les hommes font davantage l'expérience de l'intérim au cours de leur vie, le profil tend à évoluer selon les Français interrogés : les femmes sont sur-représentées depuis 2 ans tout comme les jeunes.

Ecrit par le 23 juillet 2024

Alors que 17% des actifs non-intérimaires qui ont déjà tenté l'expérience l'ont fait pour la dernière fois il y a moins de 2 ans, cette proportion monte à 23% chez les femmes contre 13% chez les hommes et à 29% auprès des moins de 35 ans.

Plusieurs avantages à l'intérim sont mis en avant : la polyvalence et la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise (49%), ainsi que la flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités (47%). Pourtant, l'adaptation à l'intérim reste aux yeux des Français « pas donnée à tout le monde ». Pour 78% d'entre eux, il faut une forte capacité d'adaptation pour prétendre au travail temporaire et un bon moral pour supporter la précarité entre deux missions (56%).

Écrit par le 23 juillet 2024

■ Quels avantages à travailler en intérim ?



49%

La polyvalence, la possibilité de changer de mission, de domaine ou d'entreprise



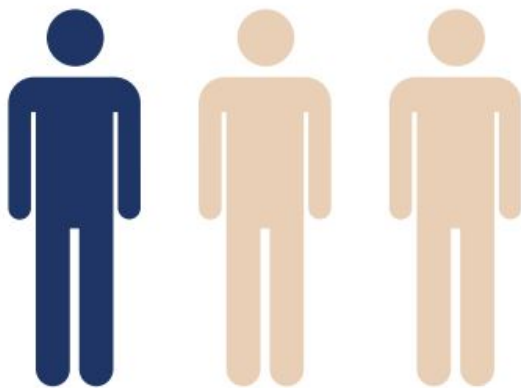
47%

La flexibilité ou le fait de pouvoir travailler en fonction de ses disponibilités

Pour un tiers des actifs, l'intérim est plus adapté en début de carrière (moins de 35 ans) et pour 78% d'entre eux, c'est une personne qui fait le choix d'un mode de travail différent avec les avantages de la flexibilité et d'un salaire plus élevé.

Ecrit par le 23 juillet 2024

■ Pour quel profil ?



Pour **1/3**
des actifs, l'intérim est plus
adapté en début de carrière
(moins de 35 ans)



78%
pour une personne
qui fait le choix d'un
mode de travail
différent (flexibilité,
salaire plus élevé)



78%
pour une
personne qui
possède une
forte capacité
d'adaptation

...mais un besoin d'éducation et de pédagogie sur les règles en vigueur

44% des personnes interrogées déclarent connaître très bien ou assez bien la réglementation liée à l'intérim. 59% pour les salariés ayant déjà travaillé en intérim et 84% pour ceux en poste actuellement.

Au travers de l'étude Partnaire-OpinionWay, il ressort de la part des Français interrogés, une image positive de l'intérim, vécue au sein d'un contexte du marché de l'emploi complexe et bousculé. Un mode de travail différent, reconnu comme un choix et unanimement préféré au chômage. Avec des avantages

Ecrit par le 23 juillet 2024

pour les deux signataires du contrat de travail : pour l'entreprise, la chance de bénéficier de plus de souplesse pour simplifier la gestion du personnel (72%) et pour le travailleur, des avantages pluriels (salaire, polyvalence et flexibilité).

Enfin, aujourd'hui, 1 actif non-intérimaire sur 2 serait prêt à tenter l'aventure du travail temporaire.

Etude menée en ligne par OpinionWay pour le groupe Partnaire, auprès d'un échantillon de 1 459 actifs de 18 à 55 ans. Le terrain a été réalisé du 23 au 29 septembre 2022.

Noël au bureau : la fête est-elle au rendez-vous ?



Ecrit par le 23 juillet 2024

Noël approche à grands pas et [Deskeo](#) a mené une étude pour savoir comment se déroulaient les quelques semaines précédant les fêtes au bureau : est-ce que la magie de Noël gagne le cœur des salariés français ou bien, sont-ils insensibles à son charme ? Et la période est-elle propice à une meilleure cohésion d'équipe ?

Premier enseignement de l'étude, les Français sont généreux avec leurs collègues. Ils sont en effet 70,8% à avoir déjà offert un cadeau de Noël. A l'inverse, 68,4% des répondants indiquent avoir déjà reçu un cadeau de Noël de la part d'un(e) collègue de travail.

En termes de budget moyen accordé pour un cadeau de Noël à un collègue :

- 34,8% des sondés précisent y consacrer entre 5 et 10€.
- 39,4% y consacrent entre 11 et 15€.
- 16,7% y consacrent entre 16 et 20€.
- 9,1% y consacrent plus de 21€.

[Deskeo](#) a également voulu savoir si la direction jouait le jeu pour Noël. Il ressort que 81,9% des entreprises organisent, ou ont déjà organisé, un repas spécial pour l'occasion. 70,8% des entreprises vont même plus loin en organisant des activités autour de Noël :

- 6,1% des répondants ont déjà participé à la journée du pull de Noël.
- 22,6% des répondants ont déjà participé à un secret santa au bureau.

Enfin, côté décoration, il semble que les entreprises françaises jouent bien le jeu. 58,3% des salariés français déclarent que leur entreprise décore « un peu » ses locaux à l'occasion des fêtes. 26,4% précisent qu'elle décore « beaucoup » ses locaux. 15,3% ne décoorent quant à eux pas leurs locaux.

La période de Noël rapproche-t-elle les équipes ? A en croire les résultats de l'enquête menée par Deskeo, c'est un peu mitigé. 39,4% des salariés ont ainsi l'impression que les équipes sont « un peu » plus soudées pendant la période de fêtes. 14,1% précisent que les équipes sont « beaucoup » plus soudées. Enfin, 46,5% confessent qu'elles ne sont pas plus soudées qu'avant.

Enquête réalisée par Deskeo en interne sur l'ensemble du territoire français par email et via les réseaux sociaux Facebook, Twitter et LinkedIn. 1073 personnes de 18 ans et plus ont répondu durant la période du 14 au 18 novembre 2022.